

Division du travail et modes de vie : à propos de quelques orientations nouvelles dans la " recherche urbaine " en France

J. Bobroff, E. Campagnac and P. Veltz

Volume 4, Number 1, 1980

Problèmes urbains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/000945ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/000945ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bobroff, J., Campagnac, E. & Veltz, P. (1980). Division du travail et modes de vie : à propos de quelques orientations nouvelles dans la " recherche urbaine " en France. *Anthropologie et Sociétés*, 4(1), 3–20. <https://doi.org/10.7202/000945ar>

DIVISION DU TRAVAIL ET MODES DE VIE

à propos de quelques
orientations nouvelles dans
la « recherche urbaine » en France

J. Bobroff
E. Campagnac
P. Veltz



L'objet de cet article est de présenter quelques orientations nouvelles – à la fois thématiques et problématiques – qui se sont développées au cours des dernières années dans la « sociologie urbaine » marxiste en France, et qu'on peut schématiquement résumer comme une attention nouvelle portée : 1) aux transformations de la division du travail productif et à leurs conséquences sur la « composition » sociale de la main-d'œuvre. 2) aux transformations de la quotidienneté et du mode de vie, notamment des diverses couches de la classe ouvrière. 3) aux articulations qui existent entre ces deux dimensions de la réalité sociale.

Cette évolution ne se comprend, bien entendu, que par référence à ce qui s'était dessiné, plus ou moins implicitement, comme les axes dominants de la recherche au cours des dix années passées. Et, bien qu'elle se présente concrètement comme la convergence d'itinéraires théoriques et problématiques largement indépendants, et spécifiquement marqués par l'histoire propre de chaque équipe, voire de chaque chercheur, elle ne se comprend que par rapport à une série de transformations profondes dans les *conjonctures* sociales et politiques : conjonctures de la recherche elle-même, de son statut, de la demande sociale et étatique; conjonctures, aussi, beaucoup plus larges, de la crise et des bouleversements en cours de la société française dans son ensemble.

Cet article comprendra donc trois parties : 1) l'esquisse de ces conjonctures générales. 2) une présentation des thèmes et approches ayant donné lieu à une convergence assez large dans la recherche dite « urbaine ». 3) une illustration de leur évolution sur un « terrain » de recherche particulier (celui de Dunkerque). Il va de soi que les travaux que nous citerons seront réduits souvent à leur plus simple expression, pour ne pas dire caricaturés : il est impossible de faire autrement dans un article qui ne peut être qu'un survol sommaire. De plus, nous ne chercherons pas à être exhaustifs : n'hésitant pas, en revanche, à citer des recherches non publiées, mais généralement disponibles auprès de leurs auteurs.

Travail et mode de vie : une nouvelle conjoncture sociale et théorique

Le fait dominant, dont il faut partir, c'est bien sûr l'accélération des restructurations de l'appareil productif français, en liaison plus ou moins directe avec la crise. Le redéploiement géographique, tant à l'échelle nationale qu'internationale, conduit à la fois au quasi-abandon de certaines vieilles régions industrielles (le Nord, ou la Lorraine) et à l'extension de l'emprise du grand capital industriel sur des régions jusqu'ici plutôt rurales, ou de petite industrie « locale » (l'ouest, le centre). Mais parallèlement, non moins important bien que moins « visible », s'opère un redéploiement social de grande envergure, qui ne se borne pas à l'accroissement massif du chômage, notamment chez les jeunes. La recherche prioritaire des gains de productivité — vitale dans beaucoup de branches, du fait de la concurrence internationale — induit une concentration des investissements sur les équipements qui permettent de tels gains, ce qui se traduit par des transformations profondes dans la nature même du travail ouvrier, notamment par l'automatisation d'une part croissante de la production. Ajoutées à l'extension sans précédent, depuis le milieu des années 60, du « travail posté » (qui, avec l'inflation, constitue après 1968 l'une des formes principales de régulation de la tendance à la baisse de la rentabilité du capital), et à l'élargissement, également sans précédent, des formes de travail précaire (intérim, hors-statut, vacataires, etc...), ces transformations produisent une véritable « re-composition » sociale de la classe ouvrière : prolongeant et dépassant celle qui, avec le développement dans l'après-guerre de la production de masse taylorisée, avait vu petit à petit l'ouvrier spécialisé — l'« ouvrier masse », pour reprendre une expression italienne — surgir sur le devant de la scène, aux côtés des figures traditionnellement dominantes de l'ouvrier de métier ou de l'ouvrier qualifié, dont le capital tend à se passer de plus en plus.

◆ Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, qu'apparaisse, dans la recherche *sociologique et économique en général*, un véritable regain d'intérêt pour les problèmes de la division du travail, curieusement délaissés,

comme le note Braverman (1978), par le marxisme. Les théoriciens de l'économie tentent de restituer à l'analyse du procès de travail et des rapports de production, envisagés dans *toute* leur dimension *sociale contradictoire* et non plus rabattus sur la seule variable « économique » et monétaire du niveau de *salaire*, une place centrale dans l'analyse du développement et des crises du capitalisme : en particulier, bien sûr, de la crise actuelle (Aglietta 1976; Lipietz 1979; Palloix 1978; Boyer 1979). Par ailleurs, la division du travail ressurgit dans le domaine sociologique comme un thème « à la mode » (sans nuance péjorative), réactivant et critiquant à la fois une « sociologie du travail » quelquefois académique, et qui n'avait guère subi d'évolutions majeures depuis ses travaux fondateurs des années 50-60 (Touraine 1955; Friedman et Naville 1961). Les sociologues tentent de réintroduire les transformations récentes du procès de travail dans la grande périodisation marxiste du Livre I (quatrième section) du Capital (M. Freysenet 1978) et de les lire dans la perspective historique du taylorisme et du fordisme, de leur crise actuelle, et des stratégies capitalistes de réponse à cette crise (Linhart 1978; Coriat 1979).

Enfin, ce renouveau d'intérêt s'étend à l'histoire sociale, où se multiplient les travaux portant sur les origines — transformations de la classe ouvrière et celles de la grande entreprise (Lequin 1978; Fridenson 1972; Perrot 1974).

Bien sûr, cette conjoncture « théorique » résonne avec une conjoncture politique, et syndicale. Elle est loin, toutefois, d'en être la simple expression. Car, paradoxalement — et c'est là un *deuxième aspect* essentiel de la situation sociale générale du pays — la question des transformations du travail n'est prise en compte par les grandes formations politiques de la gauche (Parti communiste et Parti socialiste), et par le mouvement ouvrier en général, que de manière encore confuse, et souvent marginale. Il n'est donc pas excessif de dire que ce courant de recherche (qui, certes, trouve des relais dans les appareils politico-syndicaux) se développe en grande partie *contre* deux tendances qui restent globalement dominantes dans la pratique politico-syndicale : un certain « économisme », qui tend à réduire les effets de la crise à ses conséquences sur le pouvoir d'achat et l'emploi; une vision « politicienne », qui tend à centrer la critique sur la seule politique gouvernementale, et à focaliser les luttes sur les solutions de type électoral. Mais il est vrai aussi que la pression historique, née à la fois de la multiplication des luttes « différentes » (expression des nouvelles aspirations anti-productivistes, égalitaires, du refus de plus en plus large du travail idiot, déqualifié, luttes féministes, etc...) et de la situation radicalement nouvelle créée par l'échec de la gauche aux élections de 1978, tend par elle-même à recentrer le débat et les stratégies sur les nouvelles données technologiques et sociales de l'entreprise, les nouvelles structures de la classe ouvrière, — ne fût-ce que pour enrayer ce que les responsables eux-mêmes appellent aujourd'hui une « crise du syndicalisme », et qui traduit en fait un décalage croissant entre les figures ouvrières toujours dominantes dans l'élaboration du projet

syndical et la conduite des grandes luttes, et une réalité sociale de la classe ouvrière beaucoup plus complexe et diversifiée.

◆ S'agissant de notre deuxième volet — les modes de vie et la quotidienneté — la conjoncture théorique et sociale se présente de manière quelque peu différente. Certes, il y a un certain nombre de coïncidences et d'interférences fondamentales :

- les transformations de conditions de vie sont souvent directement induites par celles des conditions de production (par l'extension du travail posté, par exemple; ou, à un autre niveau, par le biais du redéploiement spatial).

- au plan théorique, les recherches qui mettent au centre de l'analyse le procès de production soulignent également les relations profondes qui existent entre production de masse et consommation de masse, entre la nouvelle organisation de la production et ce que M. Aglietta appelle les « nouvelles normes de la consommation ouvrière » (rationalisation « fordiste » de l'usage du salaire, etc...).

- au plan politique et syndical, enfin, les courants de lutte qui s'attaquent le plus directement à la division du travail sont aussi ceux qui englobent le plus fréquemment dans leurs revendications les aspects « qualitatifs » du mode de vie en général, et ressentent le plus vivement l'extension de l'exploitation à une sphère consummatrice désormais totalement intégrée à la sphère capitaliste de la marchandise : on a vu, en particulier, dans les années 60, un certain nombre de « grèves d'OS » se constituer en expression d'un refus *global* d'une condition sociale où la déqualification du travail se conjugue à la destruction des modes de vie traditionnels (et jouer en retour de l'enracinement de ces modes de vie pour donner à ces luttes une base « territoriale » élargie) (Collin, Guillerme et Baudoin, 1979). De plus, l'ampleur prise par le processus du dépérissement industriel dans certaines régions conduit de plus en plus les luttes syndicales classiques, menées par des ouvriers professionnels, à englober dans une perspective « régionale » un ensemble de revendications où s'articulent indissolublement les problèmes d'emploi, de logement, de scolarisation des enfants, etc ... (Bleitrach, Chenu, 1979).

D'un autre côté, toutefois, il apparaît clairement que la question des modes de vie (entendu en particulier au sens restreint de : modes de vie hors travail) se pose, à la fois dans la réalité sociale effective et dans le champ théorique, avec une certaine autonomie.

Dans la réalité sociale, d'abord. Le processus d'urbanisation accéléré que connaît la France depuis une vingtaine d'années, et qui constitue l'un des déterminants essentiels du bouleversement des conditions de vie, a connu récemment un certain nombre d'infléchissements qui ne sont pas réductibles à la redistribution spatiale de la production : les *formes* dominantes de la

croissance urbaine ont changé, en même temps que son rythme se réduisait, et un vaste mouvement d'urbanisation dispersée, sous forme de lotissements de maisons individuelles, a pris le relais de l'urbanisation des « grands ensembles » mise en place par l'État après 1958. Par ailleurs, le processus de fond que constitue l'extension de la consommation de masse dans la classe ouvrière, et qui avait pris en France un certain retard (et des formes particulières) du fait de l'importance persistante des attaches rurales dans une large partie de cette classe, s'est trouvé confronté à la crise au moment même où les contradictions produites par ce processus étaient à leur apogée, et le déséquilibre maximal entre les incitations à la consommation privée et la faiblesse des « équipements collectifs », nécessaires pour soutenir cette consommation privée et compenser la destructuration des cadres sociaux traditionnels (famille élargie, parenté rurale, etc...).

Dans le champ théorique, ensuite. Il n'est pas excessif de dire que l'analyse des modes de vie, de la consommation, de la sociabilité, de la vie familiale (etc...) était restée, jusqu'à ces dernières années, une sorte de terre vierge dans la recherche d'inspiration marxiste : en dehors de quelques travaux plus ou moins isolés, comme l'étude d'H. Coing (1966) sur la rénovation à Paris, ou les études inspirées par H. Lefebvre sur le phénomène pavillonnaire (Hautmont 1966), la sociologie « urbaine » marxiste ne s'y était guère aventurée; et pour le reste, on ne disposait en fait que de quelques études très générales sur la classe ouvrière, ou encore d'études limitées au domaine des pratiques culturelles ou symboliques (celles de Bourdieu notamment).

▣ La sociologie urbaine en question : émergence et convergence de problématiques nouvelles

Pour la sociologie urbaine *en général*, le « retour » à l'étude des modes de vie et de la quotidienneté, très sensible au cours des dernières années dans un large éventail d'équipes aux inspirations très diverses, constitue une réorientation assez fondamentale. Et cette réorientation demande par elle-même explication. Mais pour le courant marxiste dont il est ici question, c'est d'un double *processus* qu'il s'agit. Car ce déplacement de l'objet propre (partagé avec l'ensemble de la discipline) ne se réalise en fait — et avec un étonnant parallélisme dans les diverses équipes — qu'en relation étroite avec l'ouverture sur la question de la division du travail; remettant en cause, du même coup, les cloisonnements disciplinaires traditionnels entre sociologie de l'urbain, du travail, de la famille, et de la politique.

◆ Pourquoi, d'abord, dans la sociologie urbaine (et notamment marxiste) ce vide longtemps ouvert dans un champ qui pouvait apparaître pourtant comme son champ privilégié ? Pour une raison principale, nous semble-t-il, et qui est la suivante : lorsque la recherche urbaine marxiste a réellement

pris son essor en France (avec notamment les travaux de Castells, Lojkine, Preteceille, Topalov), elle s'est d'abord définie *en réaction contre* une tradition instituée de type culturaliste, ou psychosociologique, et qui avait pris précisément l'analyse des modes de vie comme axe principal, mais en *coupant* cette analyse de l'étude des grandes déterminations sociales régissant leur constitution (politiques de logement, politiques des équipements collectifs, etc...). De plus, il ne faut pas négliger le fait que cette recherche s'est largement développée sous forme contractuelle (c'est-à-dire en marge des grandes institutions comme le Centre National de la Recherche Scientifique), et donc sous l'impulsion directe d'une *commande d'État* (à l'époque, le Ministère de l'Équipement et du Logement), qui était préoccupée avant tout, précisément, de l'efficacité de ses propres politiques, et de ce que Castells devait théoriser comme les grandes « contradictions de l'urbanisation monopoliste ».

Ainsi, la recherche urbaine marxiste s'est développée principalement autour de deux thèmes : 1) Le démontage des logiques de la production capitaliste de l'urbanisation elle-même (la question du logement; les problèmes fonciers; le rôle de l'État dans ces domaines : Topalov 1973, Preteceille 1973); 2) l'analyse du rapport global – « macroscopique » en quelque sorte – entre les exigences de fonctionnement de la production capitaliste et l'organisation urbaine, considérée comme structurée par un processus central, celui de la « reproduction de la force de travail ». C'est dans cette deuxième optique, notamment, qu'on a été produites diverses monographies détaillées (Castells et Godard 1974; Coing 1974; Lojkine 1972 et 1974), qui tentaient de théoriser les modes de rapport entre l'entreprise et la ville, la production et la consommation (et, bien entendu, le rôle de l'État et des municipalités dans cette articulation).

◆ Le déplacement d'objet s'est effectué, à partir de là, pour diverses raisons.

Des raisons « *externes* », d'abord. La demande publique s'est elle-même réorientée, grosso modo à partir de 1975, en relation avec la nouvelle « conjoncture de l'urbanisation » déjà signalée (ralentissement de la croissance, etc...) : il est tout à fait significatif à cet égard de comparer le programme du premier grand colloque organisé par les gestionnaires de la recherche urbaine (Dieppe 1974 : « Politiques urbaines et planification des villes ») et celui du colloque qui s'est tenu trois ans plus tard (Montpellier 1975 : « aspects de la vie quotidienne »).

Parallèlement, et en dehors de la sociologie urbaine marxiste proprement dite, se sont développés des courants de recherche beaucoup plus directement axés sur les pratiques quotidiennes, mais qui n'en rompaient pas moins avec la myopie culturaliste ou comportementaliste, et s'efforçaient de replacer leurs analyses dans un cadre théorique global : une nouvelle « ethno-

logie urbaine » (Siran 1978; Althabe 1979), et, dans une autre perspective, un ensemble de travaux inspirés par les recherches de M. Foucault (Querrien 1977; Fourquet 1977; Murard et Zylberman 1978). Et il est hors de doute que ces travaux ont stimulé de façon importante la recherche marxiste, l'obligeant à reconsidérer un certain nombre de ses concepts, et, quelquefois, la pertinence même de tel ou tel de ses objets.

Toutefois, ces interrogations venant du dehors se sont surtout greffées sur une dynamique largement « *interne* » progressant par la *critique* des recherches déjà produites, de leurs orientations générales, de leurs hypothèses et de leurs concepts : et c'est là, notamment, que l'articulation à l'analyse des transformations du procès de travail (et de leurs conséquences sur la structure sociale) est apparue comme une véritable priorité.

Bien sûr, il ne peut être qu'artificiel de rassembler ici en une formulation unique ce qui est en fait exprimé par les divers chercheurs avec beaucoup de nuances, voire de diversité. Toutefois, nous ne croyons pas trahir les uns ou les autres en résumant ainsi les points-clé de cette critique, et des tentatives de reformulation d'une problématique plus large :

a) Le concept de « reproduction de la force de travail » apparaît comme un concept qui reste largement à élaborer : loin d'aller de soi, et de pouvoir servir sans autre forme de procès à la construction d'un ensemble théorique (comme chez Castells), il pose en fait la question, largement *non résolue*, de l'articulation qui s'établit entre les « exigences » effectives, concrètes, du capital dans la production et l'ensemble des formes complexes de reproduction de l'individu ou du groupe, dont le terrain est aussi bien l'usine ou le bureau que la famille ou le temps « libre », et qui concerne aussi bien les facultés « économiques », techniques, matérielles, que les dispositions culturelles ou mentales (esprit de discipline, de ponctualité, sûreté morale, etc...).

b) Or, pour saisir ces exigences et comprendre cette articulation, il est tout à fait *insuffisant* de se borner à une analyse « de surface » des politiques mises en place par les entreprises pour mobiliser leur main-d'œuvre (en matière de recrutement, salaire, formation, logement, transport, etc... : bien que cette analyse reste indispensable), et *insuffisant* également de référer les modes de reproduction à de grandes « filières » macroscopiques de consommation supposées correspondre plus ou moins univoquement à des types donnés de main-d'œuvre. Les recherches menées sur Dunkerque par notre équipe en particulier (Veltz 1977; Campagnac 1977 et 1979), infirment clairement de telles hypothèses, utilisées par Castells-Godard. Et, en contre-partie, elles font apparaître la *double* nécessité de : renvoyer l'analyse des « politiques d'entreprise » à une approche réellement concrète du *procès de travail lui-même*, et des différenciations qui s'y déterminent dans la classe ouvrière (et qui ne sont nullement réductibles à des grands clivages comme qualifié / non qualifié); faire sa part, en contre-partie, à la relative autonomie des modes consommatoires, en redonnant

à l'analyse son caractère dynamique et dialectique, pour rendre compte notamment de ces mouvements perpétuellement décalés par lesquels des politiques d'entreprise *s'appuient* sur des modes consommatoires donnés, préexistants, puis les façonnent et les *remodèlent*, mais dans la stricte limite qui est imposée à ce remodelage par la tendance fondamentale à la *socialisation* des modes de vie et de consommation.

c) Ainsi, production et reproduction, division du travail et modes de vie, apparaissent comme deux dimensions à la fois irréductibles l'une à l'autre, mais profondément liées : et liées non seulement par le biais « macroscopique » des grandes relations qui s'établissent entre les « besoins de l'économie » et des « politiques de la consommation » (mises en œuvre par l'État, les municipalités, les appareils en tous genres, et les entreprises elles-mêmes), mais aussi par la menue trame *quotidienne* qui intègre l'espace social du travail, son « aliénations », ses conflits dans la totalité de l'existence individuelle (vie culturelle, familiale, consommatoire, etc...), par une série de rapports dont la compréhension est déterminante pour une sociologie du « changement » qui voudrait échapper, enfin, au faux dilemme du « culturalisme » et de l'« économisme », à la fausse opposition de l'État et de la quotidienneté.

♦ Citons, ici, très rapidement, quelques unes des principales pistes de recherches qui pourraient (nous l'espérons...) se reconnaître dans ce schéma d'ensemble.

Un premier ensemble de travaux, qui prend surtout la « branche » comme unité d'analyse, tente de faire ressortir les relations très globales qui s'établissent entre les *stades* dominants de la division du travail dans cette branche et les formes dominantes de reproduction correspondantes (Freyssenet 1979; Diani 1976 et 1978 : travaux portant sur la sidérurgie et l'automobile).

D'autres travaux adoptent plutôt l'unité d'étude « territoriale » et s'attachent à reconstituer de façon fine les articulations entre les transformations « économiques » (saisies non plus seulement au niveau des mouvements de capital, mais à celui du procès de production) et celles du processus d'urbanisation, ainsi que celles, plus généralement, de la vie sociale, culturelle, politique qui spécifie ces « territoires » : outre les recherches de notre équipe, signalons celles de Bleitrach et Chenu sur Marseille (1979), celles de Lojkine, Mahieu et Delacroix sur Lille (1979).

D'autres encore s'attachent à des aspects plus particuliers, comme le rapport entretenu par les diverses fractions de la classe ouvrière avec les questions d'environnement et de pollution (Duclos 1979).

Enfin, certaines recherches se polarisent plus précisément sur l'une des faces de la question générale esquissée plus haut. Ainsi, J.P. de Gaudemar (1979), donnant une vue générale historique de la mobilisation de la force de travail industrielle en France, en rapport avec les diverses époques de la « discipline industrielle » et du rapport entre le capitalisme et son « extérieur » (peu à peu absorbé par lui). Ainsi, Convert et Pinet (1977), explorant sur un cas particulier — l'implantation d'unités automobiles dans un bassin minier en reconversion — la notion de « qualification sociale », c'est-à-dire interrogeant l'existence et le rôle dans les stratégies capitalistes de formes complexes de « qualification » non-technique, directement liées à une *histoire* particulière (ici, celle de la mine) et réutilisées dans des processus productifs nouveaux. Ainsi, enfin, Coing (1979), étendant l'analyse du « marché de l'emploi », et la critique de la conception néo-classique, à une approche du processus concret de « catégorisation » de la main-d'œuvre, à l'intersection de ses conditions de formation historique, des politiques de mobilisation dont elle fait l'objet, des modes de reproduction et de consommation qui lui sont assignés, et de la place effective qu'elle prend dans le procès de travail (montrant du même coup la non-pertinence de grandes catégories couramment utilisées comme : « les femmes », les « jeunes », etc...).

◆ Indiquons d'un mot, pour finir, que ces élargissements de problématique s'étendent aussi, tout naturellement, à un domaine que la sociologie urbaine marxiste a, dès ses premières approches, largement abordé : celui de la *politique*, c'est-à-dire aussi bien des interventions de l'État que des formes multiples d'organisation et de représentation des intérêts de classe dans les partis, les municipalités, les syndicats.

Le déplacement des perspectives qui s'est opéré sur ces objets au cours des dernières années est, en effet, strictement parallèle à celui qu'on vient de résumer. Et c'est même sur ce point que la recherche marxiste a été le plus sérieusement interpellée — notamment par les travaux déjà signalés des chercheurs situés dans la mouvance de M. Foucault, qui ont mis à nu la pauvreté d'un certain nombre d'analyses classiques limitées aux grands rapports binaires entre classes, et la nécessité d'intégrer à l'approche de la politique la complexité de rapports de pouvoir *partout diffus* dans le tissu social. Mais, là encore, c'est surtout par une critique des positions passées (et en particulier d'une réduction souvent à la limite du fonctionnalisme qui avait caractérisé la phase « structuraliste » et les travaux de Castells : voir Lojkine 1978), et aussi par une critique de la critique (soulignant notamment la coupure qui, dans les approches de type Foucault, est introduite entre la sphère de production et les sphères de la reproduction, où sont cantonnées pratiquement toutes les études articulées autour de la notion de « discipline »), que s'opère aujourd'hui la refonte des concepts; ou du moins, pour rester plus modeste, la réarticulation des hypothèses, autour des trois grandes interrogations suivantes :

a) quels rapports se nouent entre les formes de discipline dans le travail et les modalités propres d'organisation de la vie syndicale ou politique, dans le mouvement ouvrier ? N'y a-t-il pas entre les projets actuellement dominants dans les appareils et certaines fractions particulières de la classe ouvrière des relations trop étroites pour pouvoir intégrer réellement l'ensemble des problèmes posés par les restructurations productives et sociales ?

b) Comment s'articulent les modes d'hégémonie directement liés à la sphère-travail et ceux qui passent, soit implicitement par les conditions de vie et les nouvelles formes de la quotidienneté, soit explicitement par des appareils-relais comme ceux des « réformismes » en tous genres, anciens ou nouveaux¹.

c) Comment s'articulent enfin ces modes d'hégémonie et l'État lui-même ? Comment les « grandes fonctions étatiques » parviennent-elles (ou non) à absorber, guider, réguler les transformations produites dans le corps social, dans l'usine, la ville, le tissu complexe des contradictions de la « société civile » ?

▣ Un terrain et une démarche : Dunkerque

La concentration, depuis plus de cinq ans, des travaux de notre équipe sur un terrain particulier : Dunkerque, nous a conduits très concrètement à revenir sur les démarches caractéristiques de la période d'essor de la sociologie urbaine marxiste, telles que nous les avons présentées plus haut et à prendre en compte la nécessité théorique d'analyses plus fines de l'articulation entre travail et modes de vie, comme de l'articulation entre organisation de la production, politiques d'entreprises, et « qualités sociales » attendues des différentes catégories de main-d'œuvre.

Le choix même du terrain n'a rien d'arbitraire : Dunkerque, situé sur la mer du Nord, constitue avec Fos, sur la Méditerranée, l'un des lieux stratégiques du redéploiement, dans l'espace national, des grandes concentrations sidérurgiques, dictées par la redéfinition des politiques d'approvisionnement, de marché et de production, des deux grands groupes français (Usinor et Wendel-Sidélor). Et Dunkerque a, de ce fait, constitué l'un des points forts d'accumulation monopoliste des années 60 ; le complexe d'Usinor qui s'y est implanté (près de 15,000 salariés), avec l'appui massif des pouvoirs et des fonds publics, est l'un des plus modernes du monde, recourant largement à l'automatisation dans le procès de production.

¹ « Si les modes d'hégémonie et de domination ne peuvent se déduire mécaniquement des modes d'usage de la force de travail, les formes de domination ne sont pas non plus indépendantes des formes techniques de la production : l'unité entre organisation socio-technique de la production et antagonisme de classe a un caractère dialectique. Elle ne se réalise pas seulement à l'échelon de l'usine, mais aussi à celui du quartier, de la région urbaine, et à celui de la formation sociale toute entière » (Bleitrach et Chenu 1979, p. 204).

L'analyse que nous y avons menée dans la politique de main-d'œuvre de l'entreprise, en liaison avec les nouvelles formes d'organisation du travail, des transformations urbaines et des modes concrets de « recomposition » de la classe ouvrière, nous a permis de dégager trois grandes séries de processus, fondamentaux à nos yeux, du point de vue du sens des transformations économiques et sociales en France, comme du point de vue des nouveaux impératifs de la recherche sociologique. Ces processus ont trait :

- aux rapports qu'entretiennent les entreprises à l'environnement urbain pour leurs besoins en mobilisation et en reproduction de la main-d'œuvre,
- aux rapports qu'elles entretiennent, compte tenu de l'organisation des rapports de production, aux différentes « catégories » de main-d'œuvre, définies par leurs « qualifications sociales » particulières.
- au mode de « recomposition » de la classe ouvrière, dans la production et la consommation, ainsi qu'aux formes spécifiques de résistance des différentes catégories de main-d'œuvre.

♦ *Politiques d'entreprise, besoins en main-d'œuvre et croissance urbaine.*

En intitulant leur étude sur Dunkerque « Monopolville », M. Castells et F. Godard donnaient au lien entre processus d'industrialisation et mouvement d'urbanisation une interprétation que n'ont pas toujours confirmé nos travaux empiriques.

En effet, leur démarche reposait largement sur l'idée qu'aux besoins de mobilisation et de concentration d'une main-d'œuvre nouvelle dans la production, correspondait une réponse étatique de prise en charge massive de *nouvelles* conditions de reproduction de la force de travail, par le biais notamment d'une croissance urbaine accélérée, et en particulier sous la forme d'une poussée des grands ensembles périphériques d'habitat collectif HLM².

Or, l'une de nos premières études a montré que ce développement de l'agglomération, surtout spectaculaire dans la première phase d'implantation d'Usinor (1960-1968) ne devait pas masquer ce qui, à notre avis, constituait l'élément caractéristique des nouveaux modes de gestion de la main-d'œuvre : à savoir le recours extrêmement important à l'espace rural environnant, comme à certaines villes et agglomérations du tissu régional ancien, fortement touchées par la crise des secteurs industriels traditionnels, crise que contribuait à précipiter ... l'industrialisation à Dunkerque.

Une explication de ce recours pouvait, il est vrai, être fournie par l'analyse du fonctionnement du marché du travail sur l'agglomération dunkerquoise et la tentative des grandes entreprises, notamment d'Usinor, d'éviter

² Habitations à loyers modérés : c'est la forme dominante de logement social en France.

toute surchauffe préjudiciable à la gestion des rapports sociaux (l'un des moyens de parer à cette surchauffe étant de se constituer un large bassin d'emploi périphérique, échappant à la concurrence des autres grandes entreprises).

Mais, dès 1974, le maintien, voire le développement du recours à cet espace urbain et rural périphérique par le biais de la consolidation et de l'extension des réseaux de ramassage ouvrier (par autobus d'entreprise), alors que toute surchauffe avait cessé sur l'agglomération dunkerquoise — qui subissait à son tour les retombées de la crise économique et des difficultés du secteur sidérurgique — devaient nous conduire à d'autres analyses.

◆ « *Filières de reproduction de la force de travail* »
et catégories de main-d'œuvre

Il apparaissait alors, en effet, que le recours à des espaces extérieurs à l'agglomération revêtait un caractère beaucoup plus *structurel*, et que, loin d'être seulement un régulateur passager de tension sur le marché du travail, l'usage d'une main-d'œuvre « extérieure » au système de la consommation proprement urbaine devait être considérée comme un facteur permanent et essentiel de la politique générale de l'entreprise, et donc être mis en rapport — c'est l'hypothèse qui s'imposait — avec des exigences *spécifiques* et *différenciées* de la production elle-même.

Castells et Godard, il est vrai, avaient déjà formulé une hypothèse de ce genre : en postulant notamment l'existence d'un certain nombre de « filières de reproduction de la force de travail » établissant des relations plus ou moins univoques entre des places déterminées et différenciées dans la consommation et la « qualification » des travailleurs. Or, là encore, tout en soulignant la validité de principe d'une telle hypothèse, nos recherches empiriques et statistiques nous amèneraient à récuser la simplicité du schéma proposé par nos prédécesseurs, et à remettre en question, notamment, la validité du critère de « qualification » retenu, ainsi que l'« extériorité » de la relation supposée entre consommation et production.

Il nous apparaissait en effet que, dès sa mobilisation, la main-d'œuvre ouvrière d'Usinor pouvait être caractérisée par une gamme étendue de « qualifications sociales », et que ces qualifications étaient réinterprétées, réutilisées, « re-produites » par l'entreprise (selon un mode d'ailleurs plus ponctuel et empirique qu'organisé et conscient), dans une relation dialectique et complexe, irréductible à toute correspondance univoque entre des critères comme, d'un côté, la « qualification » au sens classique et formel du terme (distinction OP/OS), et, d'un autre côté, les caractéristiques « urbaines » ou « rurales » de l'habitat.

En fait, autant que les formes actuellement dominantes de la consommation et des modes de vie, se trouvaient mis en jeu dans ces correspondances l'histoire spécifique des diverses « catégories » de main-d'œuvre, leur passé professionnel et social, les formes de mobilité qu'elles avaient connues, etc... Ainsi, il n'était manifestement pas indifférent pour l'entreprise que cette main-d'œuvre provienne du milieu ouvrier textile ou minier, de la pêche ou de l'artisanat. Et, au moins tendanciellement, on pouvait suivre la relation entre de tels paramètres et l'affectation à tel ou tel atelier, à tel ou tel poste : le processus d'ensemble de cette affectation se réalisant en fait par une combinatoire très complexe (et, de ce fait, d'apparence souvent contingente) entre ces diverses caractéristiques « intrinsèques » de la force de travail, et les « conjonctures » des besoins ou des disponibilités sur le marché du travail (interne ou externe à l'entreprise).

◆ *Recomposition de la classe ouvrière et transformation des modes de consommation*

Bien entendu, il est clair aussi que ce processus d'ajustement d'une politique de mobilisation et des procédures (souvent implicites) d'affectation de la force de travail à un « état social » préexistant n'est pas à sens unique. Car le remodelage des qualifications ouvrières par les nouveaux procédés de production (l'automatisation), le nouveau mode de discipline industrielle qui l'accompagne, sont à l'origine de l'émergence de nouveaux besoins sociaux chez les travailleurs, mais aussi transforment peu à peu les attentes de l'entreprise elle-même quant aux conditions d'ensemble de reproduction de la force de travail : la restructuration de ces conditions se mêle alors intimement à leur réutilisation.

Ceci nous semble révélé, par exemple, de façon particulièrement claire à Dunkerque, lorsque, au lendemain des événements de 1968, Usinor signe avec les représentants du personnel un « mémorandum sur l'habitat » tendant à privilégier désormais l'urbanisation éclatée, disséminée dans l'espace rural, l'habitat individuel et l'accession à la propriété. Loin, en effet, de n'être destinées qu'à la partie la plus qualifiée de la main-d'œuvre — qui d'ailleurs, le plus souvent, continue de demeurer une main-d'œuvre essentiellement urbaine — ces nouvelles orientations s'adressent à la grande masse du personnel ouvrier, illustrant en réalité, sur un point particulier, un projet général qui consiste à s'appuyer de plus en plus largement, dans la gestion des rapports sociaux, sur la *consommation de masse atomisée*, et donc à nier ou à faire éclater un certain nombre de ces formes d'organisation familiale ou de sociabilité ouvrière traditionnelles, qui, pourtant, avaient pu apparaître dans un premier temps comme l'une des bases mêmes de l'« appui » recherché par les politiques d'entreprises dans le tissu social ancien.

Or, pour toutes sortes de raisons, ce type de projet ne rencontre pas que des oppositions dans la classe ouvrière : l'écho rencontré, par exemple, par le « memorandum sur l'habitat » a été très largement positif. Mais, là encore, il importe de voir que le processus d'homogénéisation est loin de se dérouler de façon « homogène », et une recherche actuellement en cours sur les nouveaux lotissements d'habitat individuel, et visant à comparer les pratiques et les représentations de deux grandes catégories — ouvriers originaires des mines et ouvriers provenant du secteur traditionnel de la pêche, montre clairement la « résistance » qui s'oppose à cette homogénéisation, et qui tient non seulement à l'« inertie » des modes de consommation traditionnels, mais à la manière même dont chacun des deux groupes étudiés a vécu sa « conversion » à Usinor et la transformation des rapports sociaux qui en a découlé.

Quelques exemples brefs suffiront, nous l'espérons, à le montrer :

a) Entre les deux catégories ouvrières étudiées, c'est sans aucun doute chez les anciens pêcheurs que se dégagent le plus nettement des comportements sur le lieu de travail caractéristiques d'une « nouvelle classe ouvrière » : dénonciation très forte des conditions de travail et des feux continus, absence de pratiques syndicales, mais prise de conscience qui revêt bien souvent des formes d'explosion soudaine. L'apprentissage du travail et de la discipline industriels constitue pour ces ouvriers une expérience très dure.

Et pourtant, quoique sans formation industrielle, ces ouvriers n'occupent pas majoritairement des postes d'OS. Leurs compétences professionnelles passées conduit Usinor à les affecter à des postes plus ou moins qualifiés dans certains secteurs d'entretien ou à la fabrication (ponts roulants ou élinguage).

Très critiques sur leurs nouvelles conditions de travail, ces ouvriers, en revanche, vont connaître à Usinor, un mode et un niveau de rémunération sans commune mesure avec les gains qu'ils pouvaient escompter dans la pêche, aussi faibles qu'irréguliers.

De ce fait, l'accès soudain et nouveau à la consommation va être vécu par ces ouvriers comme une très nette amélioration de leur situation, et comme la seule contrepartie bénéfique de leur nouvel emploi.

Aussi, sont-ils « naturellement » amenés, pour tirer parti au maximum de cette amélioration du niveau de consommation, à rompre avec un élément fondamental de leur mode de vie antérieur : le fonctionnement, sur le mode d'un clan, de la *famille élargie*. (Le rôle de cette famille élargie était, en effet, capital chez les pêcheurs; dans le travail tout d'abord : la transmission du métier, l'accès à l'emploi et le mode de formation des équipages reposaient essentiellement sur elle; mais aussi dans l'organisation de la consommation : l'entraide entre les femmes, notamment entre mères

et filles, était plus que nécessaire compte tenu du travail en mer et des absences prolongées des hommes, mais aussi compte tenu du fait que chaque femme de pêcheur était une veuve en puissance, qui ne pouvait survivre avec ses enfants que grâce à la prise en charge par la famille).

Avec le travail à Usinor, ce rôle de la famille élargie disparaît. Plus, il apparaît comme une véritable entrave devant la nécessité d'une mobilisation croissante du travail de la femme pour assurer les conditions quotidiennes de reproduction du travailleur. L'accès et l'organisation de la consommation passent désormais par un partage des tâches au sein du couple et non plus par une entraide entre femmes.

Aussi, et bien que la grande majorité de ces anciens pêcheurs n'envisage l'accession à la propriété d'une maison individuelle que dans le cadre du village d'origine, la vie sociale même de ce village disparaît, éclatée entre l'ancien noyau où demeurent encore les « vieux », les « anciens », et les plus jeunes, aujourd'hui embauchés à Usinor, désormais repliés sur eux-mêmes par les feux continus, le temps consacré à l'auto-production dans le logement (bricolage) et l'organisation de la consommation dans la famille restreinte.

b) Bien différentes sont les réactions des ouvriers originaires des mines aux nouvelles conditions d'ensemble liées à leur travail à Usinor.

Ce ne sont pas, chez eux, les conditions de travail qui sont le plus vivement critiquées. Au contraire, ces conditions apparaissent comme bien meilleures qu'à la mine. Les cadences sont moins fortes, le danger moins présent et plus circonscrit, les feux continus supportables pour ceux qui connaissent déjà le travail posté.

(Et pourtant, ils sont prioritairement affectés aux secteurs de travail les plus pénibles et surtout les plus dangereux : hauts-fourneaux et aciéries). Ce qu'ils regrettent le plus, en revanche, c'est la disparition d'un environnement de travail, fait de solidarité nécessaire et de camaraderie, d'entraide ouvrière réciproque, qui trouvaient leurs fondements économiques dans l'organisation même du travail (importance de l'équipe face au danger, mais aussi pour le gain, avec le travail au rendement, rémunéré encore partiellement de manière collective, et dans l'organisation des luttes « sur le tas »). Avec la nouvelle division du travail à Usinor, ces fondements disparaissent en même temps que les ouvriers, individuellement ou collectivement, se trouvent de plus en plus dépossédés des diverses formes de maîtrise sur leur travail qu'ils disaient avoir encore à la mine.

Beaucoup plus largement syndiqués que les ouvriers originaires de la pêche ou des zones rurales, les ouvriers des mines vont néanmoins être amenés à repenser leurs pratiques syndicales antérieures, dans la mesure où l'environnement technique et social du travail a changé.

Par ailleurs, l'élévation du niveau de rémunération à Usinor par rapport à la mine n'est pas pour autant vécu comme une amélioration « nette » de leur situation. En effet, cette élévation s'accompagne de la perte de tout un ensemble d'avantages (notamment logement et charbon gratuits, jardins et champs pour l'auto-production, etc...) qui précipite ces ouvriers dans les rapports marchands.

D'autant plus que la fin de l'articulation habitat/travail dans l'unité de voisinage, ciment de la solidarité ouvrière, fait éclater des pratiques collectives qui n'étaient pas seulement la manifestation symbolique de l'identité sociale de classe, mais contribuaient à structurer, dans les formes comme dans le contenu, le mode de consommation de ces ouvriers.

Aussi, vont-ils se caractériser, globalement, par un moindre accès aux nouveaux biens de consommation : en partie parce que leur composition familiale particulière (le nombre d'enfants y est plus élevé que chez les autres ouvriers) les y contraint; en partie parce que la femme, formée également par les traditions familiales minières, a largement intériorisé les exigences d'un usage maximum de sa force et de son temps de travail comme source d'économie de consommations marchandes pour le ménage; en partie, enfin, parce que l'accès aux nouvelles formes marchandes de la consommation remet fortement en cause toutes les représentations liées aux fonctions de l'habitat et aux modes de loisirs de ces ouvriers.

Et il n'est, en définitive pas étonnant, dans ces conditions, que les lotissements où les ouvriers ex-mineurs sont particulièrement concentrés (précisément parce qu'il s'agit d'habitat individuel *locatif* et non en accession à la propriété) soit aussi ceux où ont émergé le plus nettement de nouvelles pratiques ouvrières, qui ne manquent pas de retentir sur l'équilibre socio-politique traditionnel du village concerné, et démentent l'image de « stabilité culturelle » généralement attribuée aux ouvriers des mines.

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA M.

1976 *Crises et régulations dans le capitalisme. L'exemple des États-Unis.* Paris: Calman-Lévy.

ALTHABE G.

1980 *Communication au colloque de Montpellier. Aspects de la vie quotidienne,* à paraître 1er semestre 1980, CRU.

BLEITRACH D., et A. Chenu

1979 *L'usine et la vie.* Paris: François Maspéro.

- BOYER R.
1979 « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critique de l'économie politique*, 7-8:5-113.
- BRAVERMAN H.
1978 *Travail et capitalisme monopoliste*. Paris: François Maspéro.
- CAMPAGNAC E.
1978 *Espace régional, filières de consommation et pratiques de transport : les ouvriers de la sidérurgie-métallurgie à Dunkerque*. Trappes: BETURE-CRU.
- CAMPAGNAC E. et H. Coing
1976 « Marché du travail et urbanisation : le rôle du ramassage dans les politiques d'entreprises », *La vie urbaine*, n° 2-3-4.
- CASTELLS M. et F. Godard
1974 *Monopolville*. Paris-La Haye: Monton.
- COING H.
1966 *Rénovation urbaine et changement social*. Paris: Éditions ouvrières.
1974 *La planification urbaine à Dunkerque*.
1978 *Organisations patronales et aménagement urbain*. Trappes: BETURE.
1979 *Le marché du travail et la ville*. Thèse de Doctorat d'État. Paris: Sorbonne.
- COING H., E. Campagnac et J. Bobroff
1978 *Organisations patronales et aménagement urbain*. (BETURE).
- COLLIN M., Guillermin et T. Baudoin
1979 *La grève et la ville*. Paris: Christian Bourgeois.
- CONVERT B. et M. Pinet
1978 *Conversion industrielle et mobilisation quotidienne de la main-d'œuvre : le cas du Bassin Minier Nord – Pas-de-Calais*. Lille: LARV-IDN.
- CORIAT B.
1979 *L'atelier et le chronomètre*. Paris: Christian Bourgeois.
- DE GAUDEMAR J.P.
1979 *La mobilisation générale*. Paris: Champ urbain.
- DIANI M.
1976 *Division du travail et déplacements quotidiens de main-d'œuvre*. CSU (avec M. Freyssenet).
- DUCLOS D.
1979 « État capitaliste et administration des emplois du temps », *La Pensée*, no 199.
1980 « Classe ouvrière et problèmes d'environnements ». À paraître dans *International Journal of Urban and Regional Research*, London.
- FOURQUET F.
1973 « Les équipements du Pouvoir », *Recherches* no 13, CERFI.
1976 *Les équipements du pouvoir*. Fontenay-sous-Bois, Recherches, CERFI.
- FREYSSINET M.
1978 *La division capitaliste du travail*. Paris: Savelli.
1979 *La sidérurgie française 1945-1979*. Paris: Savelli.

- FRIDENSON P.
1974 *Histoire des usines Renault*. Paris: Seuil.
- FRIEDMANN G. et P. Naville
1964 *Traité de sociologie du travail*. Paris: Colin.
- HAUTMONT N.
1975 *Les Pavillonnaires*. Rééd. CRU.
- LEQUIN
1977 « Les ouvriers de la région Lyonnaise 1848-1914 ». T.I: « La formation de la classe ouvrière de Lyon », Presses Universitaires de Lyon.
- LINHART R.
1978 *L'établi*. Paris: Éditions de Minuit.
- LIPIETZ A.
1978 *Le capital et son espace*. Paris: François Maspéro.
1979 *L'inflation*. Paris: François Maspéro.
- LOJKINE J.
1972 *La politique urbaine dans la région parisienne*. Paris: Mouton.
1974 *La politique urbaine dans la région lyonnaise*. Paris: Mouton.
1978 *L'État, le marxisme et la question urbaine*. Paris: Presses Universitaires de France.
- MURARD L. et P. Zylberman
1977 *Le petit travailleur infatigable*. Fontenay-sur-Bois, Recherches CERFI.
- PALLOIX C.
1978 « La crise du mode de production capitaliste »: 139-158, in Aglietta M. et al., *L'occident en désarroi*, Paris: Dunod.
- PERROT M.
1974 *Les ouvriers en grève: France 1871-1890*, 2 vols. Paris-La Haye: Monton.
- PRETECEILLE E.
1973 *La production des grands ensembles*. Paris: Mouton.
- QUERRIEN A.
1977 *L'école primaire*. Fontenay-sous-Bois, Recherches CERFI.
- SIRAN J.L.
1978 *Les nouveaux villages*, CSTB.
- TOPALOV C.
1974 *Les promoteurs immobiliers*. Paris: Mouton.
- TOURAIN A.
1955 *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*. Paris: CNRS.
- VELTZ P.
1977 *La politique urbaine à Dunkerque*. Trappes: BETURE-CRU.
1979 *Crise économique et mutations sociales dans le Nord de la France* (à paraître).